



INFO LUTTES

N°4

Montreuil, le 19 octobre 2019 à 20h00

LES POMPIERS PYROMANES ENTRENT EN JEU !

Ce matin, Guillaume PEPY a fait le tour des médias pour dénoncer une « grève illégale ». Aucun Président de la SNCF n'aura attisé aussi fortement que lui la haine des cheminots dans l'opinion publique. Vivement le 1^{er} novembre que l'on puisse passer à autre chose, en espérant que son successeur ne suive pas ses traces.

PEPY aura dans son bilan à la fois un effondrement de la crédibilité de la Direction vis-à-vis de ses salariés, et aussi un résultat désastreux en matière de sécurité. Quand on porte la responsabilité de 3 catastrophes ferroviaires ayant provoqué de nombreuses victimes, on fait preuve de pudeur et on évite de trop communiquer sur sa « solidarité avec les usagers » !

Mais la technique est rôdée : **plutôt que de chercher des moyens de résoudre les problèmes en écoutant réellement ce que les salariés ont à dire, on détourne l'attention.** Cette fois-ci, c'est le caractère illégal du droit de retrait qui doit faire oublier la question de l'accident ferroviaire et des problèmes de sécurité, notamment l'absence de contrôleur à bord des trains.

PEPY agit sur commande du Gouvernement et Edouard PHILIPPE en profite pour se mettre en scène à la Gare de l'Est. On aurait préféré le voir aux côtés des 12 usagers et du conducteur blessés dans l'accident de Champagne-Ardenne. **Mais ce Gouvernement méprise les travailleurs et lorsqu'il se déplace c'est pour des motifs de stratégie politique.**

L'effort de surenchère porté jusqu'à l'absurde cherche à jeter de l'huile sur le feu.

La CGT est sereine. Le Premier ministre déclare vouloir « faire condamner pénalement les initiateurs », marquant un peu plus la dérive antidémocratique de ce Gouvernement. Les dirigeants de la Fédération CGT des Cheminots se tiennent disponibles au 263 rue de Paris à Montreuil. Nous assumons d'avoir mis notre force organisée au service de la coordination d'un mouvement de colère des cheminots qui est massif.

Que recherche le Gouvernement pour jeter ainsi de l'huile sur le feu ? Pourquoi intervenir hier soir pour empêcher les négociations nationales d'aboutir à des solutions ? Pourquoi multiplier les saillies médiatiques inutilement provocantes ?

Peut-être pour pousser les cheminots à la faute.



Le droit de retrait est justifié par de multiples situations de danger identifiées dans chaque Région. A Strasbourg par exemple, l'inspection du travail a relevé qu'après 3 dysfonctionnements du Signal d'Alerte par Radio, la Direction n'avait pas apporté de garantie sur son fonctionnement et donc que les droits de retrait étaient justifiés.

Alors que l'EPSF habilite des engins défectueux à circuler, que la direction supprime les boucles de sécurité à des fins économiques, et que le Gouvernement soutient à des fins politiques les dirigeants de l'entreprise après chaque catastrophe ferroviaire, quel autre choix ont les cheminots que de cesser le travail pour protéger les usagers et se protéger eux-mêmes.

C'est justement parce que des situations de plus en plus inacceptables sont vécues chaque jour par les cheminots, que l'accident de Champagne-Ardenne a été un déclencheur de la colère. C'est parce que ces motifs concrets existent, que les cheminots sont légitimes à faire usage de leur droit de retrait.

La Direction et le Gouvernement ont fait le choix de ne pas répondre aux problématiques soulevées. C'est une occasion manquée par la Direction SNCF et sa crédibilité en sort une nouvelle fois écornée.

Ils font le choix de verrouiller toute discussion.

La seule façon de débloquer la situation serait de poursuivre les droits de retrait très longuement. Mais cela empêcherait de porter d'autres sujets revendicatifs que ceux liés aux dangers graves et imminents.

Pour autant, il n'est pas question d'en rester là !

Les cheminots de la Traction, du Contrôle et des Gares ont envoyé un signal très fort sur la sécurité. D'autres alertes sont lancées dans d'autres domaines de la politique d'entreprise.

La Fédération CGT des Cheminots organisera dans les plus brefs délais une réunion des fédérations syndicales pour envisager une action unitaire le 5 décembre 2019, portant sur les sujets d'entreprise, notamment la sécurité.

Dans tous les cas, la CGT se donnera les moyens d'être en grève le 5 décembre sous une forme qui permette aux cheminots de décider des suites.

Affronter le rapport de forces imposé par le Gouvernement suppose de mobiliser massivement, l'ensemble des métiers de l'entreprise.

Nous avons vu à quel point les cheminots sont forts lorsqu'ils sont unis dans l'action. Construisons une grève majoritaire, qui fasse reculer la Direction sur les fondamentaux nocifs de sa politique actuelle !

Pour cela, poursuivons le travail d'alerte engagé.

Après une mobilisation des jeunes qui font remonter les questions de salaires et de sens du travail, après une mobilisation des Cadres qui dénoncent l'externalisation comme une remise en cause des intérêts de l'entreprise et de ses salariés, après l'alerte massive sur la sécurité des circulations, des alertes sont en construction sur le Fret ferroviaire le 31 octobre, sur la situation des gares le 5 novembre et sur la situation de l'Infra le 19 novembre.

Le caractère massif du droit de retrait place les Directeurs d'Etablissement sous pression. Multiplions les actions pour leur arracher des moyens réels.

**Préparons une grève à la hauteur de notre colère
le 5 décembre 2019 !**

